



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTES ALPES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Arrêté préfectoral n° 200437-3

OBJET : Buëch et Petit Buëch
Gestion du Domaine Public Fluvial
Enlèvement des bois morts - Règlement de police

Le Préfet des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du Domaine de l'Etat et notamment ses articles R58 et A45 à A48 ;

Vu le Code du Domaine Public Fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2003 n° 2003-178-5 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, pour délivrer des Autorisations et retraits de permission d'extraction sur le domaine public fluvial ;

Vu la décision prise sur les conditions financières par le Directeur des Services Fiscaux des Hautes Alpes, le 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis du syndicat mixte de gestion intercommunautaire du Buëch et de ses Affluents, le 22 décembre 2003 ;

Considérant l'intérêt pour la conservation du libre écoulement des eaux des Petit et Grand Buëch d'enlever une partie des bois morts pouvant constituer des embâcles.

ARRETE

CHAMP D'APPLICATION

Article 1 : En application de l'article A 45 du code du domaine de l'Etat, le présent règlement de police fixe les conditions du ramassage du bois mort sur les Petits et Grands Buëch, cours d'eaux domaniaux.

Sont considérés comme bois morts par le présent arrêté, les arbres ou morceaux d'arbres, la végétation arbustive, déracinés et charriés par les eaux en aval de leur implantation originelle.

Article 2 : Dans le cadre du présent arrêté, seul le ramassage du bois à usage domestique est autorisé.

Le terme usage domestique s'entend :

- par opposition au terme économique qui implique que le permissionnaire retire un intérêt financier.
- dans la limite d'un volume de bois de 15 stères. Cette limite ne s'applique pas dans le cas de collectivité qui déploieraient des moyens importants avec l'objectif de lutter contre les inondations.

Compte tenu de l'intérêt public de ces opérations de ramassage dans la lutte contre les inondations, aucune redevance ne sera exigée en contrepartie.

SECTEURS AUTORISES

Article 3 : Le ramassage des bois morts est autorisé dans les conditions définies par le présent arrêté et sur les secteurs suivants :

Sur toutes les parties domaniales des Petit Buëch et Grand Buëch situées en amont du barrage des Chambons sur la commune de Serres :

- sur le Petit Buëch en aval du Pont de la Roche des Arnauds,
- sur le Buëch en aval du « Pont Bleu » de Saint Julien en Beauchêne.

Cependant, en raison de la présence du castor entre Aspres sur Buëch et Aspremont au lieu dit « Les Patègues », toute intervention demeure interdite sur un linéaire de 1500 mètres tel que représenté en annexe.

En tout état de cause, sauf autorisation expresse délivrée par la DDE, les interventions en aval du barrage de St sauveur demeurent strictement interdites compte tenu des impératifs de sécurité liés à la gestion dudit barrage.

MESURES DE PROTECTION DU MILIEU

Article 4 : Seuls les bois représentant un obstacle pour l'écoulement des eaux et situés dans le lit mineur du cours d'eau peuvent être ramassés.

En tout état de cause, ne peuvent être ramassés :

- Les bois morts immergés y compris un adoux, excepté la partie émergente des embâcles,
- Les bois morts encore fixés sur les berges. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires riverains souhaitant intervenir sur les berges bordant leurs terres.
- Les bois morts déracinés mais disposés de manière à constituer une protection pour les berges.

Concernant l'application du présent article, elle sera soumise à l'avis du chargé de mission du SMIGIBA qui servira de conseiller technique pour les services de contrôle et appréciera au cas par cas l'opportunité de retirer les bois morts sur un site donné, en fonction de règles de gestion établies conjointement avec les services de contrôle sur la base des études piscicoles et milieux aquatiques du contrat de rivière.

Ainsi, il appartient au pétitionnaire de se rapprocher du chargé de mission (basé à la communauté de communes du Haut Buëch à Aspres sur Buëch) préalablement à la demande d'autorisation dont les formalités sont détaillées à l'article 9.

Le chargé de mission remettra, par écrit, son avis étayé (favorable ou défavorable) au pétitionnaire.

Article 5 : Aucun engin mécanique ne sera utilisé dans le lit du cours d'eau sans en avoir auparavant obtenu l'autorisation auprès de la police des eaux et de la police de la pêche. Cette restriction ne concerne pas le matériel portatif tel que les tronçonneuses ni les véhicules légers (camionnette ou voitures éventuellement équipées d'une remorque). L'autorisation précitée ne pourra pas être délivrée durant la période de fraie du poisson soit du 15 novembre au 15 mars.

Afin de préserver les qualités écologiques des milieux aquatiques et notamment les zones de frayères il est interdit de traverser un bras d'eau :

- Pendant la période de fraie du poisson pour les véhicules légers,
- En permanence, sauf accord préalable du garde pêche, pour les engins mécaniques.

Article 6 : Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les précautions pour éviter une pollution des milieux aquatiques en particulier par des Hydrocarbures.

Toutefois, en cas de pollution le permissionnaire est tenu, sous peine de poursuites, de prendre toutes les mesures pour faire cesser l'origine de cette pollution ainsi que de prévenir immédiatement le garde pêche.

Article 7 : A la fin de l'intervention, le permissionnaire devra rendre les lieux à leur état naturel, les matériaux et outils ayant servis aux travaux seront évacués.

La fin du chantier pourra donner lieu à une visite de la part des services de contrôle, du garde pêche ou du chargé de mission du SMIGIBA.

PROCEDURE D'AUTORISATION

Article 8 : L'autorisation de ramassage du bois étant motivée par la prévention des inondations dans le respect du milieu naturel, il pourra être exigé que certains bois soient supprimés en priorité, en particulier les embâcles et les bois les plus longs.

D'une manière générale, le permissionnaire sera tenu de respecter les prescriptions qui pourraient lui être imposées sur le terrain par les gardes pêches, le chargé de mission du SMIGIBA ou les représentants des services de contrôle et sera tenu de leur présenter, sur leur demande, le récépissé visé à l'article 10 dont le modèle type est annexé au présent arrêté.

Article 9 : Toute personne, collectivité ou organisme souhaitant ramasser les bois morts dans les conditions et sur les zones du Domaine Public Fluvial déterminées aux articles 2 à 7, doit en faire la demande auprès de la Subdivision Territoriale de l'Équipement concernée en remplissant un formulaire spécifique dont le modèle type est annexé au présent arrêté et disponible dans ce service. Les territoires de compétence des subdivisions de GAP, de VEYNES et de LARAGNE sont indiqués en annexe.

Le permissionnaire est tenu d'indiquer sur ce formulaire le ou les différents sites de ramassage déterminés avec le chargé de mission du SMIGIBA.

Pour être recevable cette demande devra être accompagnée de l'avis du chargé de mission du SMIGIBA susmentionné à l'article 4.

Article 10 : Après instruction de cette demande et si elle est recevable, la Subdivision Territoriale de l'Équipement délivre un récépissé d'autorisation de prélèvement des bois morts au pétitionnaire ainsi qu'une copie du présent règlement de police.

Elle adresse une copie de ce récépissé au chargé de mission du SMIGIBA ainsi qu'au garde pêche.

Article 11 : La validité d'un récépissé est fixée à 2 mois.

Le permissionnaire devra informer la subdivision de l'Équipement ainsi que le garde pêche et le chargé de mission du SMIGIBA des jours de son intervention dans le cours d'eau au moins deux jours avant le commencement du ramassage.

AUTRES MESURES

Article 12 : Pour des raisons de sécurité évidentes, il est interdit au permissionnaire de rentrer dans le lit du cours lorsque la rivière est en crue.

En tout état de cause, le présent règlement de police concerne uniquement la mise à disposition gratuite de tiers du bois mort récolté sur le domaine public de l'Etat, il ne constitue en aucun cas un règlement de sécurité. Le permissionnaire intervient sous son entière responsabilité, à ses risques et périls.

Il lui appartient donc de vérifier les conditions d'écoulement au moment de son intervention.

Article 13 : Si l'accès au cours d'eau ne peut se faire par des voies publiques et nécessite de traverser des terrains privés, le permissionnaire est tenu d'obtenir les autorisations de passage requises de la part des propriétaires riverains avant d'intervenir.

Article 14 : Afin de permettre le suivi global des opérations par l'administration, il est demandé au permissionnaire, après son intervention, de retourner à la subdivision la partie inférieure de son récépissé de déclaration mentionnant la quantité de bois évacuée et le lieu de prélèvement.

Article 15 : Un récépissé de déclaration étant strictement personnel, le permissionnaire ne peut céder à un tiers les droits qu'il lui confère.

Article 16 : L'administration se réserve la faculté d'annuler à tout moment un récépissé accordé en application du présent règlement.

Article 17 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- Messieurs les Maires des communes de La Roche Des Arnauds, Manteyer, Montmaur, Furmeyer, Veynes, Oze, Chabestan, Aspres sur Buëch, Saint Julien en Beauchêne, La Faurie, Aspres sur Buëch, La bâtie Montsaléon, Sigottier, Serres ;
- Monsieur le Directeur des Services ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

FAIT à GAP, le 6 février 2004
POUR LE PREFET
Le Directeur départemental
Pour le Directeur

Le chef du SAUH
Michel Camberlein

ANNEXE I :

Territoire de compétence des subdivision territoriale de l'Equipement :

Le territoire de la subdivision de Gap inclut les communes de :

Bassin versant du Petit Buëch :

La Roche Des Arnauds, Manteyer

Le territoire de la subdivision de Veynes inclut les communes de :

Bassin versant du Petit Buëch :

Montmaur, Furmeyer, Veynes, Oze, Chabestan, Aspres sur Buëch.

Bassin versant du Grand Buëch :

Saint Julien en Beauchêne, La Faurie, Aspres sur Buëch.

Le territoire de la subdivision de Laragne Montéglin inclut les communes de :

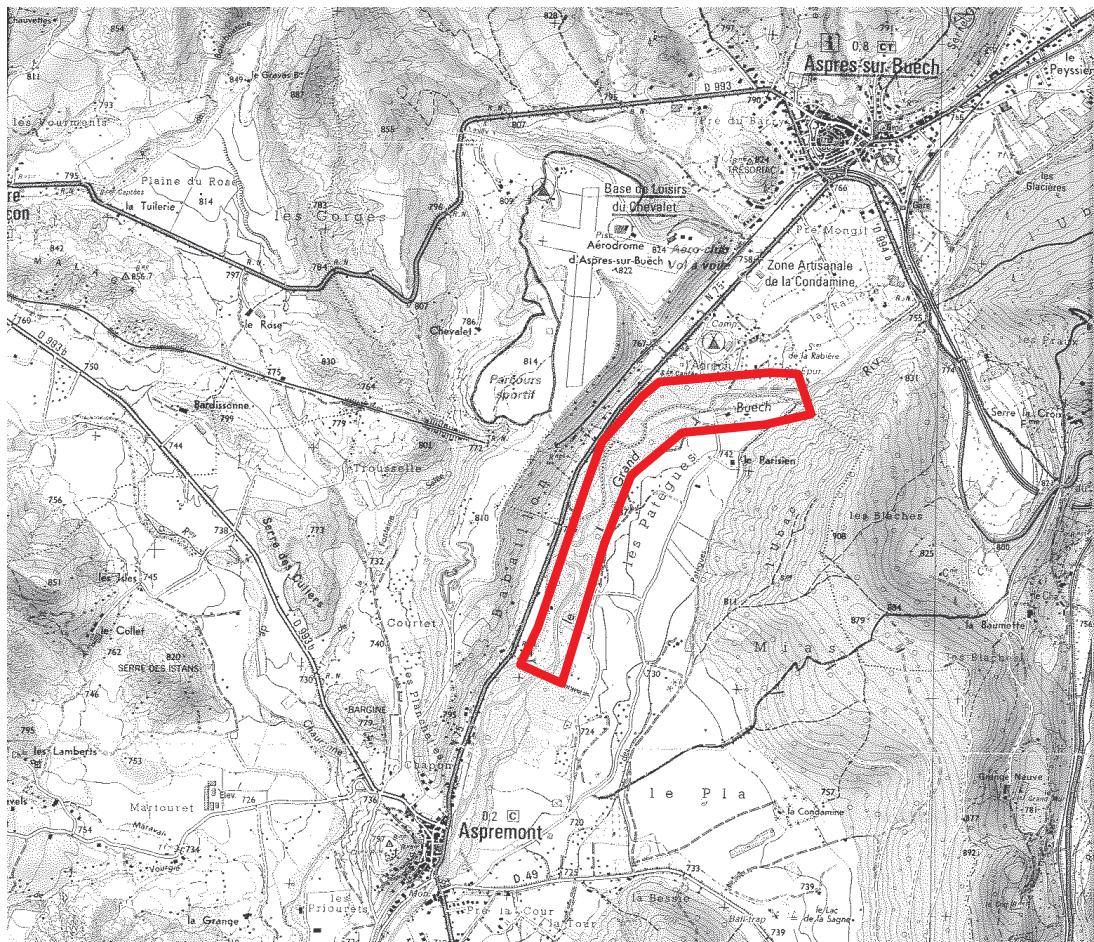
Bassin versant du Petit Buëch :

La bâtie Montsaléon.

Bassin versant du Grand Buëch :

Sigottier, Serres.

Zone interdite pour la protection du castor



ANNEXE II
Modèle type

PREFECTURE DES HAUTES ALPES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Subdivision territoriale de l'Équipement de

**Demande d'autorisation de ramassage du bois mort sur le
Domaine Public Fluvial des cours d'eau des Petit et Grand Buëch**

Je soussigné.....résidant à l'adresse suivante

.....
.....

N° téléphone :

demande l'autorisation de ramasser gratuitement du bois mort dans :

- le Petit Buëch sur le territoire de la commune de au lieudit

- le Grand Buëch sur le territoire de la commune de au lieudit

Je ramasserai le bois dans un délai de 2 mois et préviendrai les services, désignés à l'article 11 du règlement ci-joint, de mes dates d'intervention dans le cours d'eau.

Je m'engage à faire une utilisation exclusivement domestique du bois ainsi acquis.

Par ailleurs, après mon intervention, je m'engage à informer la subdivision de la quantité de bois que j'aurai prélevée ainsi que du lieu où je l'aurai pris.

Je reconnais avoir pris connaissance du règlement de police définissant les règles de ramassage du bois mort sur le Domaine Public Fluvial et donc de mes obligations. Je déclare intervenir sous ma propre responsabilité sans que celle de l'Administration ne puisse être engagée.

FAIT à, le

signature du pétitionnaire

